

Expansion des exportations—Loi

résultat d'un effort concerté. Dans un monde extrêmement complexe, chaque petit entrepreneur ne peut pas laisser sa conquête des marchés mondiaux au hasard.

Je crois qu'une coordination et une coopération beaucoup plus grandes s'imposent entre les efforts du gouvernement, ce dont nous avons un exemple dans la Société pour l'expansion des exportations, et ceux de l'entreprise capable de chercher des débouchés extérieurs, de les trouver et de les exploiter, au sens très large du terme. Nous devons en même temps prendre acte de l'évolution du monde moderne.

En plus de nos tentatives pour conquérir des marchés internationaux, nous avons consacré énormément de temps, d'efforts et d'argent à essayer de rendre plus autonomes de nombreuses nations avec lesquelles nous avions des échanges par le passé. J'emploie le terme «échanges», mais ce n'est peut-être pas celui qui convient car il évoque une idée de réciprocité. Je parle de pays à qui, d'une façon ou d'une autre, nous avons vendu des produits ou marchandises d'origine ou de fabrication canadienne, ou des matières premières canadiennes et dont nous avons très peu acheté en retour. Il y avait peu de choses que nous pouvions leur acheter. Nous insistons constamment auprès d'eux et eux auprès de nous sur la nécessité de les rendre plus autonomes, d'augmenter leur propre capacité de production pour qu'ils puissent non seulement subvenir à leurs propres besoins, mais, dans le cas de nombreux petits pays, avoir un excédent de production qui leur permette, à eux aussi, de se livrer au commerce.

Si la situation est telle que je l'expose, il semble raisonnable de conclure que nos partenaires commerciaux—en réalité, ceux à qui nous avons vendu des produits—acquièrent la capacité de fabriquer et de produire ce dont ils ont besoin. Ces marchés nous seront donc moins accessibles. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux. On ne peut pas, d'une part, déployer des efforts pour rendre le monde plus juste en aidant les pays qui, jusqu'ici, n'avaient qu'une faible capacité de fabrication et de production alimentaire, voir ses efforts couronnés de succès et déplorer ensuite qu'on ne puisse plus vendre à ces pays les biens qu'on les a encouragés à produire eux-mêmes. Nous devons changer complètement d'attitude à cet égard. Ce que nous déplorons le plus en ce moment, ce n'est pas de ne pas vendre assez à l'étranger. Notre plus grand sujet de préoccupation est la stagnation de notre économie. Celle-ci ne se comporte pas de manière à garantir qu'il y aura ici, au Canada, des emplois pour ceux qui en cherchent. C'est notre principal problème.

Nous devons envisager la question de la Société pour l'expansion des exportations dans le contexte d'un monde en constante évolution. Tous les pays qui ont toujours dépendu de leur capacité de fabrication et d'exportation sont aujourd'hui en proie à des difficultés. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce que nous le soyons aussi. Nous devons faire entrer en ligne de compte notre désir de perfectionner notre capacité manufacturière et de la développer suffisamment pour répondre tant à nos propres besoins qu'à une partie de ceux du monde actuel. Nous ne pouvons nous imposer sur tous les marchés. Nous devons donc faire preuve de discernement en choisissant les domaines auxquels nous attacherons une importance particulière. Il nous faut être très prudents dans le choix des domaines

de spécialisation où nous avons l'intention de travailler le plus assidûment en vue de rendre ces secteurs et leurs produits plus attrayants pour l'exportation.

• (1140)

Je constate avec ahurissement que nos ventes de produits alimentaires accuseront un déficit de l'ordre de 900 millions par rapport à nos achats; un pays comme le nôtre pourrait répondre incontestablement à tous ses besoins si nous le voulions bien.

Une voix: Que dire des agrumes?

M. Deans: En général, tous nos produits. Je reconnais que nous ne pouvons pas tout cultiver, mais nous pouvons répondre à tous nos besoins fondamentaux si nous sommes bien résolus à le faire. J'avoue que nous ne pouvons pas tout cultiver, et qu'il faut exporter ou importer une quantité considérable de denrées que nous ne produisons pas en quantités suffisantes, qu'il s'agisse du bœuf ou de quelque autre produit.

Au lieu de déplorer la perte de nos marchés, nous devons examiner comment nous pouvons réaliser notre autarcie économique. Nous devons considérer par exemple comment nous pouvons parvenir beaucoup plus rapidement à l'autarcie énergétique afin de ne pas avoir à importer des millions de barils de pétrole chaque année pour satisfaire les besoins de la côte est, alors que le Canada serait en mesure de répondre à cette demande.

M. Huntington: Aux termes du programme énergétique national?

M. Deans: La question n'est pas là. Je soutiens simplement que nous devons nous attaquer à ces problèmes. Il est superflu de prétendre qu'il y a quelque part à l'étranger des débouchés croissants qui absorberont sans peine notre production et que nous avons droit, en quelque sorte, à une proportion plus considérable de ces marchés. Nous pouvons seulement compter réaliser des objectifs raisonnables.

De toute évidence, et je le fais remarquer à mon collègue, le député de Capilano (M. Huntington), la pire pierre d'achoppement à laquelle nous nous heurtons quand nous voulons accroître notre capacité de vendre à l'étranger sont les multinationales situées au Canada dont les sociétés-mères ont constamment refusé de permettre à leurs filiales canadiennes de chercher à écouler leurs produits sur ces marchés. Elles ont constitué la plus lourde entrave à l'accroissement de notre capacité de vendre à l'étranger.

Les députés n'ont qu'à examiner la situation autour d'eux pour se rendre compte que, dans la plupart des cas, quand une filiale est établie au Canada, c'est simplement pour répondre aux besoins du marché canadien et on l'empêche de trouver des débouchés ailleurs. Il en est ainsi dans le cas des filiales américaines et également dans celui des filiales européennes et je présume que les filiales japonaises, quand elles seront plus nombreuses, n'agiront pas autrement. Le Canada sera traité comme un territoire de vente et rien de plus. Les sociétés établies ici seront chargées de répondre à la demande intérieure, rien d'autre. Nous négligeons de mentionner, je crois, les graves problèmes que cela fera surgir au Canada.